

Sur l'obligation ou non du vendeur à maintenir pour un certain laps de temps la disponibilité des pièces de rechange en respect de la législation italienne et des principaux pays européens

Avv. Maurizio Iorio © Juin 2012

Mes clients et associés me demandent souvent s'il subsiste pour le vendeur l'obligation de tenir à disposition les pièces de rechange d'un produit vendu et, en cas de réponse positive, pour combien de temps.

Je voudrais donc examiner brièvement dans cet article la législation de référence et fournir ainsi aux lecteurs une réponse précise.

IL N'EXISTE PAS UNE LOI SPECIFIQUE

Concernant l'Italie – mais le raisonnement suivant vaut, comme nous le verrons, pour la plupart des pays européens – j'annonce de suite qu'il n'existe pas une norme légale spécifique qui oblige le vendeur à tenir à disposition pour une durée déterminée les pièces de rechange d'un article vendu.

Il existe toutefois diverses situations dans lesquelles la législation pousse le vendeur à avoir un stock de pièces de rechange pour un certain temps.

Examinons de plus près ces cas :

VENTE : GARANTIE LEGALE, PIÈCES DE RECHANGE

Dans un cas de vente de professionnel à professionnel¹ (cette relation sera à partir de maintenant définie « B2B »), deux types de garanties sont prévues.

La première, légale (art. 1490 et suivants du code civil italien) et la seconde, conventionnelle (régie presque entièrement uniquement par les accords concordés entre les parties).

- Dans le cas de garantie légale, « ...l'acheteur peut demander, si il le souhaite, la résiliation du contrat, ou bien la réduction du prix... » (art. 1492 c.c).
- Dans le cas de garantie conventionnelle, ce sont les accords pris entre les parties qui encadrent le contenu de la garantie : les contrats d'approvisionnement prévoient dès lors, la disponibilité des pièces de rechange pour une certaine durée, souvent pour 5 ou 10 ans. D'où l'origine du « mythe » selon lequel les pièces de rechange – qui en fin de compte sont un produit comme les autres – devraient nécessairement être disponibles pour au moins 5 ans, si ce n'est pas 10...

En conclusion : dans le cas de vente B2B, l'obligation d'avoir à disposition pour un laps de temps donné des pièces de rechange n'est en vigueur que si le vendeur l'a inclus dans le contrat.

Dans le cas de vente à un consommateur non « professionnel » (que nous définirons B2C), entrent en vigueur les articles 128 à 135 du Code de la Consommation qui prévoient que dans le cas d'un produit qui est « non-conforme au contrat de vente », le consommateur dispose d'une garantie de 2 ans qui s'articule en 4 solutions alternatives (réparation, remplacement du produit, résiliation du contrat avec remboursement du montant payé, réduction du prix).

Le choix d'une solution de la part du consommateur n'est pas libre, car la loi – dans l'objectif de maintenir un certain équilibre entre les intérêts du consommateur et ceux du vendeur – établit

¹ Au sens de l'art. 3.c) du Code italien de la Consommation, par « professionnel » on entend « ...la personne physique ou morale qui opère dans l'exercice de la propre activité professionnelle, c'est-à-dire un intermédiaire »

que tel choix doit être mis en place selon un système de 2 paires de solutions, la première paire (réparation ou remplacement) exclue la seconde (résiliation du contrat ou remboursement du prix), et un remède exclu l'autre au sein d'une même paire, comme suivant :

- Premier couple de solutions : Réparation – Remplacement

Avant tout chose, le consommateur est mis dans la situation de pouvoir choisir entre le remplacement et la réparation du produit ; avec la mise en garde que le remplacement ne pourra être demandé qu'en cas de circonstances bien définies, c'est-à-dire seulement lorsque la réparation est « disproportionnée » ou « impossible ».

- Second couple de solutions : Résiliation du contrat – Réduction du prix

Le consommateur peut faire recours à cette seconde paire de solutions uniquement si :

1. celles de la première paire sont matériellement impossibles ou,
2. le vendeur n'a pas procédé à la réparation² ou au remplacement ou si, ayant déjà essayé un des ces remèdes, celui-ci a causé certains inconvénients au consommateur³.

Dans ce cas, le choix entre résiliation du contrat ou réduction du prix est à la seule discrétion du consommateur (sauf en cas d'un défaut de « bas relief », qui ne donne en aucun cas droit à la résiliation du contrat mais uniquement à une baisse du prix).

En conclusion, dans le cas de vente B2C le vendeur, qui souhaite offrir la seule possibilité de réparation (celle-ci étant plus convenable pour le vendeur que le remplacement) afin de « barrer la route » aux trois autres solutions, est tenu de disposer d'un stock de pièces de rechange prévues à cet effet pour une durée d'au moins deux ans à partir de la date de livraison du produit vendu.

ADJUDICATION : RÉPARATION, PIÈCES DE RECHANGE

L'approvisionnement d'un produit peut être réalisé également dans le contexte d'un contrat d'adjudication : c'est le cas, par exemple, de l'installateur chargé de fournir et de mettre en marche, clé en main, un appareil d'air conditionnée ou bien une entière installation de climatisation dans un appartement. Si le client est un consommateur, nous retournons dans le cas déjà observé de la « vente B2C ».

Se les travaux d'installation ont été demandés par un « professionnel », les termes de garantie de l'adjudication (dont la durée, dans le domaine mobilier, est toujours de 2 ans) sont exprimés par 3 solutions au choix : réparation, réduction du prix, résiliation du contrat.

En conclusion : en cas d'approvisionnement d'un produit au sein d'un contrat d'adjudication avec une contrepartie professionnelle, le fournisseur qui souhaite éviter la réduction du prix, ou pire encore, la résiliation du contrat, est tenu à maintenir à disposition un stock de pièces de rechange pour au moins 2 ans à partir de la date d'émission du bon de livraison du produit.

INTERDICTION DE PRATIQUES TROMPEUSES AU DÉTRIMENT DU CONSOMMATEUR – PIÈCES DE RECHANGE

Grâce au Décret Législatif n°146 du 2 août 2007 (ensuite transposé dans les articles 20 et suivants, du Code de la Consommation), l'Italie a mis en œuvre la directive 2005/29/CE qui interdit les pratiques commerciales « malhonnêtes », c'est-à-dire toute pratique qui est « contraire aux

² Si par exemple le produit à peine remplacé présente le même défaut, ou un autre.

³ Si par exemple, la réparation a mis trop de temps selon des standards d'attente raisonnables du consommateur

exigences de la diligence professionnelle...elle altère ou est susceptible d'altérer de manière substantielle le comportement économique, par rapport au produit, du consommateur moyen... ».

Les pratiques incorrectes sont divisées en 2 grandes catégories :

1. Les pratiques commerciales trompeuses (*« Une pratique commerciale est réputée trompeuse si elle contient des informations fausses...susceptible d'induire en erreur le consommateur moyen... ».*)
2. Les pratiques commerciales agressives (*« Une pratique commerciale est réputée agressive si, du fait du harcèlement, de la contrainte, y compris le recours à la force physique,... la liberté de choix ou de conduite du consommateur moyen ... l'amène ou est susceptible de l'amener à prendre une décision commerciale qu'il n'aurait pas prise autrement. »*)

En particulier, est considérée comme pratique commerciale trompeuse, et donc interdite, toute pratique commerciale *« ... si elle contient des informations fausses, et qu'elle est donc mensongère ou que, d'une manière quelconque, y compris par sa présentation générale, elle induit ou est susceptible d'induire en erreur le consommateur moyen, même si les informations présentées sont factuellement correctes, en ce qui concerne un ou plusieurs des aspects ci-après et que, dans un cas comme dans l'autre, elle l'amène ou est susceptible de l'amener à prendre une décision commerciale qu'il n'aurait pas prise autrement : (...) b) les caractéristiques principales du produit, telles que sa disponibilité, ses avantages, les risques qu'il présente, son exécution, sa composition, ses accessoires, le service après-vente et le traitement des réclamations...(...) e) la nécessité d'un service, d'une pièce de rechange, d'un remplacement ou d'une réparation ».*

La tutelle contre les pratiques commerciales incorrectes est confiée à l'Autorité Antitrust (l' « Autorité garante de la concurrence et du marché ») qui dispose d'un vaste éventail de pouvoirs :

- Elle peut obliger le vendeur à fournir des informations détaillées sur l'assistance technique après-vente, disposant éventuellement également la publication (aux frais du vendeur) d'un avis judiciaire sur la presse. Autrement, elle peut se limiter à prendre acte de la bonne volonté du vendeur qui s'engagera dorénavant à fournir des informations plus détaillées.
- Elle peut également prendre des sanctions administratives, et en cas de récidive, elle peut disposer de la suspension de l'activité jusqu'à 30 jours.

En conclusion, je soutiens que dans les rapports avec un consommateur non « professionnel », le vendeur – par prudence, afin de ne pas prendre le risque de devoir faire face à des réclamations – a l'obligation de :

1. tenir en stock des pièces de rechange proportionnellement à la durée d'utilisation du produit (la durée promise ou celle raisonnablement retenue comme telle de la part du consommateur moyen), ou en alternative
2. Avertir au moment de la vente (et même auparavant) le consommateur que les pièces de rechange ne seront plus disponibles après un délai donné à partir de la remise du produit.

CONCLUSIONS SUR L'OBLIGATION OU NON DE MAINTENIR POUR UN CERTAIN LAPS DE TEMPS LA DISPONIBILITE DES PIECES DE RECHANGE

Faisons à présent le point sur ce que nous avons dit jusqu'à maintenant :

Il manque encore une norme légale spécifique qui impose au fournisseur, en absence d'accords contractuels avec l'acheteur, de maintenir à disposition une certaine quantité de pièces de rechange pendant une certaine durée.

Dans le cas d'approvisionnement d'un bien à un consommateur non professionnel (à travers vente, adjudication, ou autre type de contrat) on peut tirer des conclusions sur la commodité et la possibilité pour le fournisseur de biens mobiles d'avoir un stock de pièces de rechange pour au moins 2 ans : aussi bien conformément à la norme sur la garantie légale qu'à celles en matière de pratiques commerciales incorrectes, toutes deux contenues dans le Code de la Consommation.

Dans le cas d'un approvisionnement à un client « professionnel » dans le cadre d'une adjudication (dans lequel aucun organisme public n'est impliqué), nous pouvons dire qu'il convient à l'adjudicateur de garder en stock les pièces de rechange pour au moins 2 ans afin de respecter, en cas de garantie, l'obligation qu'impose la loi quant à la réparation et éviter ainsi la résiliation du contrat. Adjudicateur et adjudicataire peuvent bien entendu s'accorder contractuellement sur des durées supérieures ou inférieures à celles précédemment indiquées, ou hypothétiquement exclure toute obligation de la part de l'adjudicateur de fournir ou de posséder un stock de pièces de rechange.

LA SITUATION DANS LES AUTRES PAYS EUROPÉENS

Ce qui a été décrit jusqu'à présent, outre à l'Italie, est valable pour presque l'ensemble des autres pays européens (hors Espagne) dont la France, Belgique, Suisse, Grèce, Allemagne, Autriche, Royaume-Uni, Irlande, Pologne, Hongrie, Roumanie, Turquie, Portugal, Danemark, Hollande, avec les précisions suivantes :

France :

Dans ce pays, dans le cas de fourniture d'un bien à un consommateur, il est de par la loi obligatoire (bien que non sanctionné) communiquer la disponibilité des pièces de rechange. En effet, le Code de la Consommation prévoit à l'article 111-2 qu'en cas de cession de biens mobiles, le fournisseur est tenu à communiquer à l'acheteur la période de disponibilité des pièces de rechange ; cependant, aucune sanction n'est prévue en cas de non-respect de cette obligation. Dans ce cas, sont appliquées les habituelles règles prévues par la législation française en thème de garantie légale (art. L211-L212 du Code de la Consommation), similaires à celles en vigueur de le même code italien, déjà illustrées : l'acheteur peut demander la réparation ou le remplacement du produit, autrement la résiliation du contrat ou la réduction du prix de vente.

Par conséquent, il est préférable pour le fournisseur de maintenir à disposition des pièces de rechange pour pouvoir procéder à la réparation du produit.

Allemagne :

La situation est analogue à celle italienne. En particulier :

- Il n'existe aucune législation qui impose pour une certaine durée un stock de pièces de rechange.
- La nécessité pratique de rendre les pièces de rechange disponibles subsiste uniquement dans le respect de la garantie légale du consommateur, si l'on préfère éviter le remplacement du produit.

- Les pièces de rechange doivent être à disposition pour toute la normale durée du produit, rarement inférieure à 5 ans⁴.

Royaume-Uni :

La situation est analogue à celle italienne en ce qui concerne la nécessité pratique de rendre les pièces de rechange disponibles subsiste uniquement dans le respect de la garantie légale (ou conventionnelle) du consommateur, si l'on préfère éviter le remplacement du produit. Il faut toutefois signaler que dans le cas des consommateurs, la garantie légale a une durée de 6 ans (5 dans le cas de l'Écosse) à partir de la date de livraison du produit⁵.

Hollande :

La situation est analogue à celle italienne. Il faut cependant signaler une interprétation jurisprudentielle selon laquelle, si un produit fourni est un bien destiné à avoir une raisonnable longévité, les pièces de rechange doivent être fournies de manière telle à permettre cette durée, sauf en existence de circonstances telles à rendre cette pratique trop onéreuse.

Ce sont des éléments pensés pour libérer le producteur/vendeur de toute responsabilité liée à l'approvisionnement des pièces de rechange, par exemple, les comportements suivants : informer initialement, au moment de la fourniture, que les pièces de rechange ne seront disponibles que pour un certain laps de temps ; informer à l'aide d'une note, en respectant un certain préavis, qu'à partir de telle date les pièces ne seront plus disponibles.

LA SITUATION EN ESPAGNE

Il est intéressant de décrire brièvement la discipline adoptée par l'Espagne, qui est plutôt singulière et articulée de la manière suivante :

1. Disposition générale (approvisionnement aux consommateurs de biens de longue durée)

La loi espagnole 1/2007 établit que le producteur (ou l'importateur) garantira dans tous les cas posés par les consommateurs l'existence d'un service technique adéquat pour les biens à longue durée qu'il fabrique (ou importe), ainsi que l'approvisionnement de pièces de rechange pour une période minimum de 5 ans à partir de la date à laquelle le bien cesse d'être produit.

2. Disposition particulière (approvisionnement aux consommateurs d'appareils domestiques)

Le Décret Royal n°58/1988 du 29.01.1988 sur la protection des consommateurs quant à la fourniture d'appareils domestiques⁶, établit que l'approvisionnement des pièces de rechange doit être garanti per les durées suivantes, toutes prenant acte à partir de la date d'arrêt de fabrication du produit :

- Pour les pièces fonctionnelles de prix au-delà de 60€ : 7 ans ;
- Pour les pièces fonctionnelles de prix inférieurs à 60€ : 5 ans ;
- Pour les pièces « esthétiques » (par exemple le coffret d'une TV) : 2 ans

LA SITUATION EN TURQUIE

⁴ Sources : VDFK : Association Installateurs Systèmes de refroidissement et climatisation ; Chambre du Commerce de Augsburg, IHK-Rechtsinformation n°25 : Die Verpflichtung zur Ersatzteillieferung (L'obligation d'approvisionnement de pièces de rechange)

⁵ Plus d'informations sont disponibles sur ce site : <http://www.berr.gov.uk/whatwedo/consumers/factsheets/page38311.html>

⁶ Par appareils « à usage domestique », s'entend « ...ces biens de consommation durables dans le temps d'usage domestique qui pour fonctionner utilisent directement ou indirectement tout type d'énergie et le transforme. » (art. 1.2.1. Décret Royal n°58/1988) ; par conséquent, il faut retenir que tous les appareils électriques et électroniques d'

Par sa singularité et par les obligations commerciales qui nous lient, il est important d'exposer brièvement la législation turque, bien qu'il ne s'agisse pas d'un pays appartenant à l'Union Européenne.

Dans le cas de la Turquie, la législation⁷ courante impose l'obligation de fournir des pièces de rechange pour une durée de 10 ans à partir de la livraison du produit.

Cette clause vaut pour les appareils d'air conditionnée / climatiseurs et la plupart des produits de consommation électronique...

Il existe également des périodes inférieures, selon les cas, de 5 ou 3 ans pour certaines catégories de produits électriques et électroniques.

Au sens de la même législation, afin de vendre des appareils à air conditionnée, il faut nécessairement disposer d'au moins 20 centres d'assistance, distribués dans sept régions géographiques (dont au moins un par région).

Avvocato Maurizio Iorio

⁷ Regulation about After-Sales Services of Industrial Products (Sanayi Mallarinin Satis Sonrasi Hizmetleri Hakkinda Yönetmelik, Official Gazette 14/6/2003 – n°

COME E QUANDO CONSERVARE LE PARTI DI RICAMBIO DI UN BENE

UN ESAUSTIVO EXCURSUS SULL'OBBLIGO O MENO PER IL VENDITORE DI MANTENERE PER UN CERTO PERIODO DI TEMPO LA DISPONIBILITÀ DELLE PARTI DI RICAMBIO ALLA STREGUA DELLA NORMATIVA ITALIANA E DI QUELLA DEI PRINCIPALI PAESI EUROPEI E DELLA TURCHIA.



MAURIZIO IORIO

Dalla partnership tra Marketplace e ANDEC prende vita a questa rubrica, curata dall'Avvocato Maurizio Iorio, nel suo duplice ruolo di Avvocato Professionista in Milano e di Presidente di ANDEC. Su ogni numero affronteremo tematiche legali con particolare riguardo al mondo dell'elettronica.

Chi volesse avere ulteriori approfondimenti può visitare il sito:

www.andec.it

o la Web page di Maurizio Iorio

www.avvocatoiorio.it

Una delle domande più frequenti di clienti e associati è se sussista in capo a un venditore l'obbligo di mantenere disponibili le parti di ricambio di un bene venduto e, in caso di risposta positiva, per quanto tempo. Vorrei pertanto esaminare brevemente in quest'articolo la normativa di riferimento e fornire ai lettori una risposta precisa.

NON ESISTE UNO SPECIFICO TERMINE DI LEGGE

Per quanto riguarda l'Italia (ma il ragionamento che segue vale, come vedremo, per la maggior parte dei Paesi europei) preciso subito che non esiste una norma specifica di legge che obblighi il venditore a mantenere la disponibilità delle parti di ricambio di un prodotto venduto per un certo periodo di tempo. Ci sono tuttavia diverse situazioni in cui la normativa di legge è tale da rendere per lo meno opportuno che il venditore mantenga una

scorta di parti di ricambio per un certo periodo di tempo. Esaminiamo brevemente questi casi.

VENDITA: GARANZIA LEGALE E PARTI DI RICAMBIO

Nel caso di vendita da professionista a professionista (la relazione tra questi due soggetti sarà d'ora in poi definita anche B2B) sono previste due garanzie, una legale (art. 1490 e seguenti del Codice Civile) e una convenzionale (disciplinata quasi interamente dai soli accordi tra le parti). Nel caso di garanzia legale "...il compratore può domandare a sua scelta la risoluzione del contratto ovvero la riduzione del prezzo ..." (art. 1492.c.c.). Nel caso di garanzia convenzionale sta agli accordi tra le parti disciplinare il contenuto della garanzia: i contratti di fornitura prevedono, talora espressamente, la disponibilità di parti di ricambio per un certo periodo di tempo, spesso quinquennale o addirittura decennale. Da qui il "mito" correntemente

diffuso secondo cui le parti di ricambio, che in realtà sono un prodotto come tutti gli altri, dovrebbero necessariamente essere rese disponibili per almeno un lustro o addirittura una decina di anni.

In conclusione: nel caso di vendita B2B l'obbligo di mantenere le parti di ricambio di un prodotto per un certo periodo di tempo sarà riscontrabile solo se il venditore ha assunto questo vincolo per contratto.

Nel caso di vendita ad un consumatore "non professionista" (che d'ora in poi chiameremo vendita B2C) si applica quanto stabilito dagli articoli da 128 a 135 del Codice del Consumo i quali prevedono che se un prodotto non è "conforme al contratto di vendita" il consumatore ha a disposizione una garanzia della durata di due anni che si articola in ben quattro soluzioni alternative: riparazione, sostituzione del prodotto, risoluzione del contratto con conseguente rimborso di quanto pagato e riduzione del prezzo. La

scelta del consumatore tra un rimedio e l'altro non è libera, in quanto la legge - al fine di perseguire un certo equilibrio tra gli interessi del consumatore e quelli del venditore - stabilisce che debba avvenire secondo un sistema di due coppie di rimedi, in cui la prima coppia (riparazione o sostituzione) esclude la seconda (risoluzione del contratto o riduzione del prezzo) e un rimedio esclude l'altro all'interno di ciascuna coppia, come segue:

- riparazione/sostituzione: anzitutto al consumatore è data la facoltà di scegliere tra la sostituzione e la riparazione del prodotto; con l'avviso che la prima potrà essere richiesta solo in alcune circostanze ben definite, ossia quando la riparazione è "sproporzionata" o "impossibile";

- risoluzione del contratto/ riduzione del prezzo: il consumatore può fare ricorso a questa seconda coppia di rimedi solo se quelli della prima coppia sono materialmente impossibili, oppure se il venditore non ha provveduto alla riparazione, alla sostituzione o se, avendo esperito uno di questi rimedi, lo stesso ha causato notevoli inconvenienti al consumatore. In tal caso, la scelta tra risoluzione del contratto o riduzione del prezzo è rimessa all'insindacabile scelta del consumatore (salvo il caso di un difetto di "lieve entità" che non dà in nessun caso diritto di chiedere la risoluzione del contratto ma solo a una riduzione di prezzo).

In conclusione, nel caso di operazioni B2C il venditore che voglia offrire solo la riparazione (perché in

“Nel caso di operazioni B2C il venditore che voglia offrire il solo rimedio della riparazione è tenuto a mantenere una scorta di parti di ricambio all'uopo necessarie per almeno due anni dalla consegna del prodotto venduto”.

genere a lui più conveniente della sostituzione), così da "sbarrare la strada" agli altri tre rimedi, è tenuto a mantenere una scorta di parti di ricambio all'uopo necessarie per almeno due anni dalla consegna del prodotto venduto.

APPALTO: RIPARAZIONE E PARTI DI RICAMBIO

La fornitura di un prodotto può avvenire anche nel contesto di un contratto di appalto: è il caso, per esempio, dell'installatore incaricato di fornire e mettere in opera chiavi in mano un singolo apparecchio condizionatore o un intero impianto di climatizzazione in un appartamento. Se l'appaltante è un consumatore, si ricade nel caso già esaminato della "vendita B2C". Se i lavori di installazione sono stati richiesti da un professionista si applicano i termini di garanzia dell'appalto (la cui durata, in campo mobiliare, è sempre di 2 anni) che consistono nel seguente "trio" di rimedi alternativi l'uno rispetto all'altro: riparazione, riduzione del prezzo e

risoluzione del contratto. In conclusione: nel caso di fornitura di un prodotto nell'ambito di un contratto di appalto con un committente professionista, il fornitore che voglia evitare la riduzione del prezzo o, peggio ancora, la risoluzione del contratto, è tenuto a mantenere una scorta di parti di ricambio per almeno due anni dalla sottoscrizione del verbale di consegna del prodotto.

DIVIETO DI PRATICHE INGANNEVOLI PER IL CONSUMATORE IN MERITO ALLE PARTI DI RICAMBIO

Con il Decreto Legislativo del 2 agosto 2007 n. 146 (successivamente trasposto nel Codice del Consumo agli articoli 20 e seguenti) l'Italia ha attuato la direttiva 2005/29/CE che impone il divieto di pratiche commerciali "scorrette", ossia di ogni attività che sia "contraria alla diligenza professionale (...) falsa o idonea a falsare in misura apprezzabile il comportamento economico, in relazione al prodotto, del

consumatore medio (...)". Le pratiche scorrette sono così suddivise in due grandi categorie: quelle commerciali ingannevoli ("è considerata ingannevole una pratica commerciale che contiene informazioni comunque (...) idonee a indurre in errore il consumatore") e le pratiche commerciali aggressive ("è considerata aggressiva una pratica commerciale che (...) mediante molestie, coercizione (...) compreso l'indebito condizionamento (...) limita la libertà di scelta o di comportamento del consumatore medio (...) e lo induce o è idonea ad indurlo ad assumere una decisione di natura commerciale che non avrebbe altrimenti preso").

In particolare, è qualificata come pratica commerciale ingannevole, e quindi vietata, ogni "(...) pratica commerciale che contiene informazioni non rispondenti al vero o, seppure di fatto corretta, in qualsiasi modo, anche nella sua presentazione complessiva, induce o è idonea a indurre in errore il consumatore medio riguardo

ad uno o più dei seguenti elementi e, in ogni caso, lo induce o è idonea a indurlo ad assumere una decisione di natura commerciale che non avrebbe altrimenti preso: (...) le caratteristiche principali del prodotto, quali la sua disponibilità, i vantaggi, i rischi, l'esecuzione, la composizione, gli accessori, l'assistenza postvendita al consumatore e il trattamento dei reclami (...) la necessità di una manutenzione, ricambio, sostituzione o riparazione”.

La tutela contro le pratiche commerciali scorrette è affidata all'Autorità Antitrust “garante della concorrenza e del mercato” che ha a sua disposizione una gamma piuttosto vasta di poteri: può obbligare il venditore a fornire dettagliate informazioni sull'assistenza tecnica post vendita, disponendo eventualmente anche la pubblicazione, a cura e spese del venditore, della propria correlativa decisione sulla stampa.

Oppure l'Antitrust può limitarsi a prendere atto dell'impegno “volontario” del venditore a fornire d'ora in poi accurate informazioni, rendendo tale impegno vincolante nei suoi confronti. O, infine, può disporre sanzioni amministrative e, nei casi di reiterata inottemperanza, può imporre la sospensione dell'attività d'impresa fino a 30 giorni.

In conclusione, ritengo che nei rapporti con un consumatore non “professionista” il venditore (almeno in via prudenziale per evitare di concorrere nel rischio di dovere fare fronte a contestazioni) abbia l'onere di mantenere una scorta di

“Ritengo che nei rapporti con un consumatore non professionista il venditore abbia l'onere di mantenere una scorta di ricambi commisurata alla normale durata d'utilizzo del prodotto o, in alternativa, preavvertire che le parti di ricambio non saranno disponibili oltre un certo termine”.

ricambi commisurata alla durata d'utilizzo del prodotto (quale promessa, o se non promessa, nella misura ragionevolmente ritenuta da un consumatore medio) o, in alternativa, preavvertire fin dall'inizio il consumatore che le parti di ricambio non saranno disponibili oltre un certo termine dalla consegna del prodotto.

CONCLUSIONI IN MERITO ALL'OBBLIGO O MENO DI MANTENERE DISPONIBILI PER UN CERTO PERIODO DI TEMPO LE PARTI DI RICAMBIO

Giunti fin qui nella dissertazione dei casi, è il momento di fare il punto su quanto abbiamo detto finora:

- manca una norma specifica di legge che imponga al fornitore, in assenza di accordi contrattuali con l'acquirente, di mantenere la disponibilità di una certa quantità di parti di ricambio per un certo periodo di tempo;

- nel caso di fornitura di un bene a un consumatore non professionista (tramite

vendita, appalto o altro contratto) si può tuttavia desumere una convenienza e un'opportunità per il fornitore di beni mobili di mantenere una scorta di parti di ricambio per almeno due anni. Ciò in base sia alle norme sulla garanzia legale sia a quelle in materia di pratiche commerciali scorrette, entrambe in accordo a quanto descritto nel Codice del Consumo;

- nel caso di fornitura a un cliente “professionista” nell'ambito di un contratto d'appalto (in cui non sia coinvolto un ente statale) si può desumere una convenienza per l'appaltante a mantenere una scorta di parti di ricambio per almeno due anni, onde adempiere, in caso di garanzia, all'obbligo di legge della riparazione ed evitare così la risoluzione del contratto.

Le parti possono contrattualizzare termini maggiori o inferiori nell'ipotesi di escludere qualsiasi obbligo in capo all'appaltante di fornire o mantenere una scorta di parti di ricambio.

LA SITUAZIONE NEGLI ALTRI PAESI EUROPEI

Quanto si è detto finora vale oltre che in Italia anche per quasi tutti gli altri i Paesi europei (salvo in Spagna la cui normativa è spiegata in modo separato) tra cui Francia, Belgio, Svizzera, Grecia, Germania, Austria, Regno Unito, Irlanda, Polonia, Ungheria, Romania, Turchia, Portogallo, Danimarca e Olanda. Vanno però menzionate le seguenti, poche, precisazioni. Quanto alla Francia: nel caso di fornitura di un bene a un consumatore sussiste un obbligo, seppure non sanzionato, di comunicare la disponibilità di parti di ricambio. Infatti il “Code de la consommation” prevede all'art. 111-2 che in caso di cessione di beni mobili il fornitore è tenuto a comunicare all'acquirente il periodo di disponibilità dei pezzi di ricambio; tuttavia non è prevista alcuna sanzione nel caso di mancata comunicazione. In questi casi si applicano pertanto le usuali regole previste dalla normativa francese in tema di garanzia legale (art.

L211-L212 del suddetto Code), analoghe a quelle vigenti nel Codice del Consumo italiano già illustrate. Dunque l'acquirente può chiedere la riparazione o la sostituzione del prodotto oppure, a cascata, la risoluzione del contratto o uno sconto sul prezzo, secondo le stesse modalità previste in Italia. Pertanto può essere conveniente per il venditore mantenere la disponibilità delle parti di ricambio, al fine di essere in grado di riparare il prodotto. In Germania la situazione è analoga a quella italiana. In particolare non esiste una legislazione che imponga di tenere disponibili le parti di ricambio per un determinato periodo di tempo; la necessità pratica di renderle disponibili sussiste unicamente ai fini di ottemperare all'obbligo di garanzia legale al consumatore, se si vuole evitare di dovere sostituire il prodotto; si ritiene comunque che i pezzi di ricambio debbano essere tenuti a disposizione per tutta la normale "vita" del prodotto, solo in misura eccezionale inferiore a 5 anni.

Anche nel Regno Unito la situazione è analoga a quella italiana, poiché la necessità pratica di rendere disponibili le parti di ricambio sussiste unicamente ai fini di ottemperare all'obbligo di garanzia legale (o convenzionale) al consumatore se si vuole evitare di dovere sostituire il prodotto. Va tuttavia segnalato che nel caso dei consumatori la garanzia legale dura per ben 6 anni (cinque nel caso della Scozia) dalla data di consegna del prodotto.

La situazione in Olanda è simile a quella italiana. Da segnalare un'interpretazione giurisprudenziale secondo la

“Le parti possono contrattualizzare termini maggiori o inferiori nell'ipotesi di escludere qualsiasi obbligo in capo all'appaltante di fornire o mantenere una scorta di parti di ricambio”.

quale, se un prodotto fornito è un bene destinato ad avere una ragionevole durata nel tempo, le parti di ricambio devono essere fornite in misura tale da permettere tale durata, salvo l'esistenza di circostanze tali da rendere obiettivamente non economico tale onere. Questi elementi che liberano il produttore/venditore dalla responsabilità per il fatto di fornire più parti di ricambio sono sintetizzabili, per esempio, in comportamenti per informare fin dall'inizio, al momento della fornitura, che le parti di ricambio saranno disponibili solo per un certo periodo di tempo. Oppure è possibile informare con una circolare, dando in proposito un idoneo preavviso, che entro un certo periodo di tempo le parti di ricambio cesseranno di essere disponibili.

IL CASO DELLA SPAGNA

Vale la pena di illustrare brevemente la disciplina della Spagna, che è piuttosto singolare e articolata. Partiamo dalla Disposizione generale relativa alla fornitura ai consumatori di beni durevoli: la legge spagnola

1/2007 stabilisce che il produttore o, in sua mancanza, l'importatore garantiscono in ogni caso di fronte ai compratori l'esistenza di un adeguato servizio tecnico per i beni di carattere duraturo che fabbrica o importa, così come per la fornitura di pezzi di ricambio durante un periodo minimo di cinque anni a partire dal momento in cui si cessa la fabbricazione del prodotto.

Disposizione particolare in materia di fornitura a consumatori di apparecchi di uso domestico:

il Decreto Reale n. 58/1988 del 29/01/1988 sulla protezione dei consumatori nella fornitura di apparecchi di uso domestico stabilisce che la fornitura delle parti di ricambio va garantita per i seguenti periodi di tempo, tutti decorrenti dalla data di cessazione della produzione:

- per le parti funzionali di prezzo oltre 60,10 euro: 7 anni;
- per le parti funzionali di prezzo inferiore a 60,10 euro: 5 anni;
- per le parti "estetiche" (per esempio la scocca di un apparecchio televisivo): 2 anni.

SINTESI DELLA SITUAZIONE IN TURCHIA

Per la sua singolarità e per i vincoli commerciali che la legano all'Italia, vale la pena di esporre in modo succinto la normativa della Turchia, pur essendo questo un Paese non ancora appartenente all'Unione Europea. Nel caso della Repubblica con capitale Ankara la corrente legislazione prevede l'obbligo di fornire le parti di ricambio per un periodo di dieci anni dalla consegna del prodotto. Questo termine vale per condizionatori, climatizzatori e per la maggior parte dei prodotti di elettronica di consumo. Sussistono termini inferiori (a seconda dei casi, rispettivamente, di cinque e tre anni) per alcune categorie di prodotti elettrici ed elettronici. Ai sensi della medesima legislazione, al fine di vendere apparecchi di condizionamento dell'aria è necessario disporre di almeno numero venti centri di assistenza, distribuiti in sette regioni geografiche (di cui almeno uno per regione).

MEP